

## Classes à part

Julie Perreault

---

Number 824, Spring 2024

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/104184ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Centre justice et foi

### ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this document

Perreault, J. (2024). Classes à part. *Relations*, (824), 5–5.

# CLASSES À PART

Julie Perreault

**Dans son livre *Les libéraux n'aiment pas les femmes. Essai sur l'austérité*, publié chez Lux en 2015, la juriste et chroniqueuse Aurélie Lanctôt dénonçait les politiques d'austérité libérales pour leurs effets sur les femmes et leurs enfants, voyant dans la lutte pour « l'équilibre budgétaire » alors en vogue une « attaque frontale contre les conditions d'existence des Québécoises » (p. 13-14).**

C'est avec une voix juste et singulièrement prophétique qu'elle remettait en cause l'aveuglement des gouvernements Charest et Couillard face aux « dommages collatéraux » des restrictions budgétaires et des mesures de réorganisation du travail imposées dans des secteurs névralgiques de l'économie sociale : centres de la petite enfance, école publique, système de santé, organismes communautaires. Autant de services où travaillent principalement des femmes, et dont elles bénéficient en grande partie, sacrifiés au jeu d'impératifs comptables insensibles aux valeurs d'égalité et de solidarité sociale nécessaires à l'atteinte d'une réelle liberté pour toutes. Par-delà cette indifférence au sort du filet social québécois, l'autrice soulignait aussi les contradictions inhérentes à la rhétorique de l'austérité, dont l'efficacité réelle pour redresser les économies nationales était déjà contestée, à l'époque, par les plus grands économistes de la planète (p. 35), montrant bien que le véritable but derrière les politiques de compression était moins la gestion de la dette publique que « la restructuration de l'État, la réduction de ses fonctions à la surveillance des intérêts économiques privés » (p. 38).

Près de dix ans plus tard, après que la pandémie de COVID-19 ait mis en lumière les conséquences désastreuses de ces restructurations sur les institutions publiques qu'elles étaient censées servir, le thème de l'austérité n'est plus à l'ordre du jour des discours publics, mais l'idéologie qui l'appuyait, axée sur la privatisation tous azimuts, l'efficacité et la flexibilité, vieux trope néo-libéral réactualisé durant les grèves de l'automne, est toujours au rendez-vous des politiques du gouvernement caquiste. Réforme du système de santé faisant une plus grande place au privé; réforme du droit du logement à l'avantage principal des propriétaires; investissement dans la filière batterie plutôt que dans le transport collectif, au détriment de l'environnement et des populations vulnérables; réduction des impôts sans égard à la solidarité sociale; politiques d'immigration restrictives, etc., autant de mesures qui montrent bien où campe la CAQ dans ce qu'il faudrait réapprendre à nommer la lutte des classes, avec pour conséquences l'insé-

curité des groupes les plus démunis et la polarisation sociale. Plus que les femmes mais sans les exclure, les « minorités » de toutes sortes, en particulier les pauvres, sont touchées par ces politiques qui ne se cachent même plus pour les exclure, classes invisibles dont on peut « attaquer les conditions d'existence » et laisser mourir apparemment sans souci.

Des libéraux à la CAQ, ce n'est pas la même rhétorique qui subsiste, mais un déplacement de valeurs qui paraît aujourd'hui bien ancré, au point où sa remise en question est de plus en plus difficile, support d'une vision du politique qui abandonne la solidarité sociale et l'émancipation collective qu'elle suppose au profit de la normalisation du tout au privé et de méthodes gestionnaires de plus en plus déconnectées du réel. Dans ce portrait, qui n'est pas que québécois, le gouvernement de la CAQ se démarque par une gestion paternaliste qui ne semble avoir d'autre horizon que celui de sa propre réélection, ni d'autres valeurs politiques que les intérêts de sa classe — qui, quoiqu'en disent François Legault et son parti, n'est pas la classe moyenne, qui continue à tirer bien plus d'avantages des institutions de l'État social que de leur démantèlement.

Par-delà la mauvaise foi, et c'est peut-être là le véritable drame, la situation semble se nourrir de l'incapacité des élues actuelles à comprendre les dimensions sociologiques de leur travail : le simple effet de leurs politiques (ou de leur absence) sur les gens à qui elle s'adressent (ou ne s'adressent pas), hors de leurs réseaux habituels, composés de lobbyistes de la grande entreprise et du secteur privé. La réponse de la CAQ à la crise du logement en est un exemple patent. Alors que les groupes communautaires dénoncent depuis plusieurs années déjà la précarisation aiguë de plus en plus de ménages, qui ne réussissent plus à boucler leurs fins de mois sous le poids des hausses fulgurantes de loyers et de la spéculation immobilière, le projet de loi 31 débattu l'automne dernier vient plutôt « donner le go » à la libéralisation du marché privé. Pendant ce temps, on annonce des mesures d'aide d'urgence pour répondre à l'itinérance croissante, sans tenir compte du lien évident entre les politiques d'accès au logement et la capacité des individus à se sortir de la rue.

Hélas ! cette prise en charge à la pièce que permet l'effacement de la solidarité comme principe de l'organisation sociale témoigne aussi de la volonté autoritaire des gouvernements et d'une partie de ceux et celles qui les élisent. Le réveil risque d'être brutal — il l'est déjà, comme le démontre la colère politique qui campe de plus en plus à droite d'un bout à l'autre du pays. ■